



# **Prise de parole Cgt, Cité de la Mer, avril 2014**

Bonjour à toutes et à tous, bienvenus à Cherbourg !

Le syndicat Cgt de l'arsenal de Cherbourg, avec les personnels de DCNS Cherbourg combattent depuis des mois la politique industrielle qui est menée au sein de leur entreprise.

Cette lutte est menée de manière exemplaire et a pris de multiples formes, dans et hors de leur entreprise.

Nombreuses ont été les interpellations, que ce soit de leur direction locale, nationale, mais également des représentants gouvernementaux, des élus locaux, etc., etc.

Nous défendons l'idée que notre entreprise, détenue encore à 64% par l'état, doit être exemplaire dans sa manière d'assumer la responsabilité sociale et économique (et non financière !) qui est la sienne.

Comment imaginer autre chose d'un groupe dont le vrai patron est l'état ?

Oui, c'est bien l'état notre vrai patron !

Le ministre de la défense l'a réaffirmé avec force le 25 septembre dernier et le directeur de la branche sous-marins de DCNS nous a encore dit la semaine dernière combien notre entreprise était tributaire et dépendante des choix faits par l'état...

Dés lors, il y a pour nous une forte contradiction entre les choix industriels de nos gérants et les intentions et communications de nos responsables politiques.

Cherbourg accueille aujourd'hui les premières assises des Energies Marines Renouvelables, nous nous en félicitons. Nous l'avons déjà dit et écrit, que l'état aide, investisse, dans la création d'une filière d'activité de ce type est une bonne chose.

Qu'il le fasse à fonds perdus, sans exiger aucuns engagements, aucunes « contreparties » de la part des industriels, est une erreur !

Et qu'il n'applique pas ces principes dans les entreprises ou il est le patron est une catastrophe et pour le moins un très mauvais message !

Dcns est partie prenante dans l'organisation de cet événement, elle se présente comme un acteur majeur de l'hydrolien, de l'éolien offshore, de l'énergie thermique des mers et de l'énergie houlomotrice.

Pourtant nous sommes aujourd'hui témoins de l'absence quasi-totale d'investissement de notre entreprise dans le domaine, sur le territoire nationale et le bassin d'emploi.

Certes, il y a de la communication, des effets d'annonce, mais rien de tangible sur une implantation locale durable.

A Dcns on veut bien voir l'opportunité financière que représentent ces activités, on investit à l'étranger, on achète une start-up, mais au niveau local, quasiment rien !

Il n'est pas prévu de construire d'hydroliennes à Dcns Cherbourg, à peine en assemblerons-nous une petite partie des prototypes, et ce, à condition que l'outil industriel existant soit disponible....

Les hydroliennes à DCNS Cherbourg, c'est selon les projets de notre direction, 6 à 7 personnes, aux statuts encore indéfinis ! Est-ce digne de l'évènement qui est aujourd'hui organisé à Cherbourg ?

Nos propos sont souvent caricaturés, mais s'ils ne sont pas entendus, il y aura un gouffre entre les intentions industriels, les espoirs sociaux et la réalité financière que certains nous préparent !

Le pouvoir politique a pour l'instant fait le choix de ne pas nous écouter et de nous éviter, d'où notre présence aujourd'hui !

Nous devons faire confiance aux industriels, c'est une obligation. Mais cette confiance ne doit pas nous rendre aveugles !

C'est ce même aveuglement qui a amené aujourd'hui notre entreprise à entièrement sous-traiter la déconstruction des sous-marins SNLE.

C'est un dossier sur lequel nous intervenons depuis maintenant 10 ans, 10 ans de conférences de presse, d'interpellations des tous les responsables réunis, de tracts, de motions, de prises de parole, etc. et ce à tous les niveaux de notre syndicat, confédération comprise !

Nous parlons là d'une activité qui peut mobiliser 50 salariés sur une période d'au moins 30 ans, que seule Dcns, entreprise détenue à 64% par l'état et en situation de pure monopole peut réaliser... Tout va être sous-traité, des études à la réalisation !

Ne sommes nous pas là dans le cadre du développement durable ? Ne sommes nous pas dans cette logique qui voudrait que l'entreprise assume l'impact environnemental de ses réalisations ?

Laisser faire cela dans une entreprise ou l'état est le patron est-il normal ? Pour la Cgt c'est non !

Nous avons encore aujourd'hui la possibilité de faire les bons choix, pour peu que l'état prenne ses responsabilités en imposant aux industriels une réelle transparence quant à leurs projets et des vraies clauses de conditionnalité aux aides versées.

Pour notre part, nous sommes prêts à participer à des initiatives conjointes entre l'état, les industriels (le notre en l'occurrence) et nous même.

De notre côté, les objectifs sont clairs, une activité pérenne, génératrices d'emplois locaux stables et correctement rémunérés, et ce, en lien avec les filières de formation professionnelles existantes.

Si nous sommes d'accord sur ce point, pourquoi alors devons-nous nous imposer dans un tel évènement ?

Enfin, nous profitons de l'occasion pour alerter les représentants gouvernementaux présents aujourd'hui quant à la situation industrielle désastreuse dans laquelle notre direction nous plonge.

Nos effectifs, notre outil de travail, nos salaires, nos conditions de travail sont aujourd'hui victimes d'attaques sans précédents. Cela nous met dans l'impossibilité de relever les défis industriels que représentent les réalisations de nos produits, notamment ceux commandés et payés par l'état.

DCNS veut aujourd'hui se séparer de son activité de confection et abandonne une grande partie de sa production ! Le vrai patron, l'état est-il d'accord ?

DCNS met de plus en plus de pression sur ses salariés et les plonge dans un profond mal-être ! Le vrai patron, l'état est-il d'accord ?

Le vrai patron, l'état, doit montrer l'exemple dans ces domaines. Dans le cas contraire, même vêtu d'une marinière, l'état aura bien du mal à persuader les citoyens qu'il œuvre et agit pour leur bien, pour leur avenir....

La Cgt n'est pas résignée, et malgré le dédain et le mépris que certains aujourd'hui lui portent, elle sait que tout est possible, sur le dossier des EMR comme sur d'autres.

Gageons que nous pouvons, ensemble, changer ces choix.

L'industriel doit obéir au politique et la Cgt ne se contentera pas de regarder dépérir nos établissements, à l'image de déjà trop nombreux fleurons industriels des quels l'état s'est déjà désengagé....

Est-ce que les noms d'Alcatel, Florange, Vilvorde, évoquent encore quelque chose ?

En matière d'indépendance et de transition énergétique, comme en matière de défense, il y a des souverainetés à absolument sauvegarder. De tels dossiers nationaux doivent relever de la puissance publique pour ne pas échouer dans les mains des marchés.

Nous demandons depuis des mois la tenue d'une rencontre réunissant en local l'état, Dcns et la Cgt.

Nous attendons qu'enfin l'état réponde positivement à cette requête et rende cette initiative possible. Nous serons très attentifs à la prise en compte de cette demande.

Merci de votre attention.